

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 51.202/4
DU 25 AVRIL 2012

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, le 3 avril 2012, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal « modifiant l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé en vue de transposer la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles », a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉ PRÉALABLE

Une loi du 30 juillet 2010, entrée en vigueur le 1^{er} octobre 2011 ¹, a inséré dans la loi du 5 mai 1997 'relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable' des dispositions relatives à l'évaluation d'incidence des décisions sur le développement durable.

Le législateur a défini l'« évaluation d'incidence » comme étant « l'évaluation d'incidence des décisions sur le développement durable, c'est-à-dire la méthode permettant d'étudier les éventuels effets sociaux, économiques et environnementaux, ainsi que les effets sur les recettes et les dépenses de l'État, à court, à moyen et à long terme, en Belgique et à l'étranger, d'une politique proposée avant que la décision finale ne soit prise » ².

Le système suivant a été mis en place :

1^o en principe, tout avant-projet de loi, tout projet d'arrêté royal et tout projet de décision soumis à l'approbation du Conseil des ministres doivent donner lieu à un examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence ³ ; les seuls cas dans lesquels un tel examen préalable ne doit pas avoir lieu sont ceux qui sont appelés à être fixés par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres ⁴, qui, à ce jour, en l'état des textes publiés au *Moniteur belge*, n'a pas été pris ;

¹ Selon son article 4, la loi du 30 juillet 2010 'modifiant la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable en ce qui concerne l'évaluation d'incidence des décisions sur le développement durable' « entre en vigueur le premier jour du douzième mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge* ». Cette publication étant intervenue le 14 octobre 2010, il en résulte que la loi du 30 juillet 2010 est entrée en vigueur le 1^{er} octobre 2011.

² Article 2, 9^o, de la loi du 5 mai 1997.

³ Article 19/1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 5 mai 1997. L'article 19/1, § 2, de la loi du 5 mai 1997 charge le Roi de fixer, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités de cet examen préalable. À ce jour, aucun arrêté ayant un pareil objet n'a été publié au *Moniteur belge*.

⁴ Article 19/1, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 5 mai 1997.

2° lorsqu'il apparaît, au terme de l'examen préalable, qu'une évaluation d'incidence est requise, il doit alors être procédé à cette évaluation ⁵ ;

3° le respect de la procédure ainsi prescrite conditionne, selon le cas, le dépôt du projet de loi devant les Chambres législatives, l'adoption du projet d'arrêté royal ou l'approbation du projet de décision par le Conseil des ministres ⁶.

En l'espèce, aucun des documents transmis au Conseil d'État ne permet d'établir que la procédure décrite ci-avant a été suivie, plus spécialement l'examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence.

Il revient par conséquent à l'auteur du projet de veiller au bon accomplissement de cette formalité préalable.

Si l'examen préalable précité aboutit à la conclusion qu'une étude d'incidence n'est pas requise en l'espèce, le préambule du projet sera complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Vu l'examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence, concluant qu'une évaluation d'incidence n'est pas requise ».

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. La loi du 4 avril 1980 'contenant délégation de pouvoirs pour assurer l'exécution des Directives du Conseil des Communautés européennes relatives à l'art de guérir, à l'art infirmier, aux professions paramédicales et à l'art vétérinaire' est le seul fondement légal. Elle doit donc être visée à l'alinéa 1^{er} ⁷.

2. L'acte modifié est l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 'relatif à l'exercice des professions des soins de santé'. Il y a donc lieu de le mentionner à l'alinéa 2⁸.

⁵ Article 19/2 de la loi du 5 mai 1997. Cette disposition charge le Roi de fixer, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités de l'évaluation d'incidence. À ce jour, aucun arrêté ayant un pareil objet n'a été publié au *Moniteur belge*.

⁶ Article 19/3 de la loi du 5 mai 1997.

⁷ Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 19, b).

⁸ *Ibid.*, recommandation n° 29.

Pour le citer, il n'est pas recommandé de le faire en précisant les modifications qu'il a antérieurement subies⁹.

Il y a donc lieu de rédiger ce passage comme suit :

« Vu l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé ;

(...) ; ».

3. Par ailleurs, il n'y a pas lieu de faire référence à une directive européenne dans le préambule du texte. L'arrêté en projet trouve, en effet, son fondement juridique dans un acte de droit interne - en l'occurrence la loi du 4 avril 1980 - non pas dans des actes de droit international ou de droit européen¹⁰.

4. La loi du 12 février 2008 'instaurant un nouveau cadre général pour la reconnaissance des qualifications professionnelles CE' n'est pas un fondement légal du projet. Elle n'est pas non plus modifiée par celui-ci. Néanmoins, elle fait partie du cadre juridique dans lequel le projet s'inscrit.

En effet, c'est en application de l'article 4, §§ 2 à 4, de la loi du 12 février 2008 que celle-ci peut s'appliquer à des professions réglementées telles que celles visées dans l'arrêté royal n° 78. Or, cette disposition est rédigée ainsi :

« (...) »

§2. La présente loi s'applique aux professions réglementées qui ne font pas l'objet d'une transposition verticale de la directive.

§3. Cette loi ne s'applique pas aux sept professions dites sectorielles, à savoir les professions de médecin, infirmier responsable de soins généraux, praticien de l'art dentaire, vétérinaire, accoucheuse, pharmacien et architecte, sauf si les dispositions de transposition relative à ces professions se réfèrent explicitement aux dispositions de la présente loi.

§4. Lorsque, pour une profession réglementée déterminée, d'autres dispositions spécifiques concernant directement la reconnaissance des qualifications professionnelles sont prévues dans un instrument distinct du droit communautaire, les dispositions correspondantes de la présente loi ne s'appliquent pas ».

⁹ *Ibid.*, recommandation n° 30.

¹⁰ *Ibid.*, recommandations n° 24 et 94.1. À titre d'exemple, voir l'avis 46.312/1 donné le 15 avril 2009 sur un projet d'arrêté devenu l'arrêté royal du 12 juillet 2009 'relatif à la durée du travail du personnel occupé dans certaines entreprises ressortissant à la Commission paritaire de la construction (CP 124)'.

En conséquence, il serait préférable, pour une meilleure compréhension de l'articulation entre l'arrêté royal n° 78 et la loi du 12 février 2008 à laquelle il est renvoyé, de rédiger le préambule comme suit ¹¹ :

« Considérant la loi du 12 février 2008 instaurant un nouveau cadre général pour la reconnaissance des qualifications professionnelles CE, article 4, §§ 2 à 4 ; ».

DISPOSITIF

Article 1^{er}

L'article en projet entend remplacer l'intitulé existant du chapitre IV^{bis} de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 'relatif à l'exercice des professions des soins de santé'. Or, le nouvel intitulé est identique à l'intitulé actuel ¹².

Interrogé sur ce point, le délégué du ministre approuve l'idée de retirer cet article dès lors que le terme « qualification » apparaît dans l'intitulé.

Cet article sera omis.

Article 3, devenant 2

(article 44^{ter} en projet)

D'un point de vue légistique, sauf en cas de coordination ou de codification, il est déconseillé de changer la numérotation des articles ou des divisions du dispositif ¹³. En effet, pareil procédé peut être source d'insécurité en ce qui concerne les éventuelles références aux subdivisions ainsi renumérotées de l'article concerné, qui seraient faites dans d'autres dispositions ou dans d'autres textes ¹⁴.

Interrogé sur ce point, le délégué du ministre a confirmé que la nouvelle numérotation n'obéit pas à une logique précise et a convenu que le remplacement de l'article existant peut se faire dans le respect de la numérotation actuelle.

¹¹ *Ibid.*, recommandation n° 40.

¹² Voir *Moniteur belge* du 25 avril 2008, p. 22490.

¹³ Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 125.

¹⁴ Voir l'avis 25.301/1 donné le 7 novembre 1996 sur un avant-projet devenu la loi du 17 juillet 1997 'modifiant la loi du 20 juillet 1990 visant à promouvoir la présence équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes possédant une compétence d'avis' (*Doc. parl.*, Chambre, 1996-1997, 860/1, p. 7, sous l'article 2).

Par ailleurs, le Conseil d'État a considéré, à propos de la définition du terme « migrant » (défini au point 1° du projet) dans l'avis 43.754/3 donné le 27 novembre 2007¹⁵ ce qui suit :

« L'article 44bis, 5°, en projet, définit le terme 'migrant'. Sont visés un ressortissant d'un État membre, ainsi que certaines personnes de pays tiers.

Dans le contexte de la transposition de la directive 2005/36/CE, le terme 'migrant' prête toutefois à confusion puisque dans le projet, ce terme est utilisé non seulement pour les professionnels qui souhaitent s'installer en Belgique, mais aussi pour les professionnels, établis dans un autre État membre, qui viennent exercer leur profession temporairement et occasionnellement en Belgique dans le cadre de la liberté de la prestation de services. Le terme 'migrant' peut difficilement s'utiliser pour désigner cette deuxième hypothèse. Dans ce même cas de figure, la directive 2005/36/CE emploie le terme 'prestataire de services' (voir par exemple l'article 7 de la directive). Pour la première hypothèse, elle emploie le terme 'migrant' (article 10) ou 'demandeur' (article 51) ou encore 'bénéficiaire' (article 53).

En tout état de cause, il faudrait donc utiliser un terme distinct pour désigner l'hypothèse d'une prestation de services temporaire et occasionnelle, de préférence le terme 'prestataire de services', de sorte qu'il existe une distinction terminologique claire entre les deux hypothèses. Dans les dispositions communes du projet (articles 44quinquiesdecies et suivants en projet), on pourra donc mentionner les deux termes, 'prestataire de services' et 'migrant' ».

La disposition nouvelle appelle la même observation¹⁶.

Au 6°, dans la version française, il convient d'ajouter conformément à la version néerlandaise, le mot « éléments » entre les mots « deux ou trois » et le mot « précédents ».

Le 13° de l'article 44ter actuel est supprimé dans le projet. Or, la disposition en vigueur définit la notion de « stage d'adaptation » en reprenant la définition formulée dans la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 'relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles' (article 3.1.g)¹⁷.

¹⁵ Avis 43.754/3 donné le 27 novembre 2007 sur un projet d'arrêté devenu l'arrêté royal du 27 mars 2008 'modifiant l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé'.

¹⁶ Voir notamment l'article 44ter, 5°, en projet (article 3 du projet), qui ne vise en effet que la notion de « migrant ».

¹⁷ L'article 5 du projet (l'article 44quater, § 5, en projet) transpose les articles 14 et 15 de la directive 2005/36, lesquels portent sur les conditions d'organisation d'un stage d'adaptation.

En supprimant cette disposition, ce point de la directive n'est plus transposé, ce qui semble en contradiction avec l'objet même du projet.

Le texte en projet sera revu à la lumière de cette observation.

La chambre était composée de

Messieurs	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
	S. BODART,	
Madame	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par Monsieur X. DELGRANGE, premier auditeur chef de section.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

A.-C. VAN GEERSDAELE

P. LIÉNARDY

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 51.202/4
VAN 25 APRIL 2012

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, vierde kamer, op 3 april 2012 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Volksgezondheid verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit “tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen teneinde richtlijn 2005/36/EG/ van het Europees Parlement en de Raad van 7 september 2005 betreffende de erkenning van de beroepskwalificaties om te zetten”, heeft het volgende advies gegeven:

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAAND VORMVEREISTE

Bij een wet van 30 juli 2010, die op 1 oktober 2011 in werking is getreden¹, zijn in de wet van 5 mei 1997 ‘betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling’ bepalingen betreffende de effectbeoordeling op het stuk van duurzame ontwikkeling ingevoegd.

De wetgever heeft de “effectbeoordeling” gedefinieerd als “duurzame ontwikkelingseffectbeoordeling, zijnde de methode voor het bestuderen van mogelijke sociale, economische en leefmilieueffecten, alsmede de effecten op de inkomsten en de uitgaven van de Staat, van een voorgesteld beleid op korte, middellange en lange termijn in en buiten België vooraleer de uiteindelijke beslissing wordt genomen”².

In dat kader is de volgende regeling ingevoerd:

1° in principe moet elk voorontwerp van wet, elk ontwerp van koninklijk besluit en elk voorstel van beslissing dat ter goedkeuring aan de Ministerraad moet worden voorgelegd aanleiding geven tot een voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling uit te voeren³; de enige gevallen waarin zo een voorafgaand onderzoek niet hoeft plaats te vinden, zijn die welke moeten worden bepaald bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad⁴, welk besluit bij de huidige stand van de teksten die in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt zijn, nog niet uitgevaardigd is;

¹ Volgens artikel 4 van de wet van 30 juli 2010 ‘tot invoering van een duurzame ontwikkelingseffectbeoordeling in de wet van 5 mei 1997 betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling’ “treedt (deze wet) in werking op de eerste dag van de twaalfde maand na die waarin ze is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*”. Doordat de wet van 30 juli 2010 is bekendgemaakt op 14 oktober 2010, volgt daaruit dat deze wet in werking is getreden op 1 oktober 2011.

² Artikel 2, 9°, van de wet van 5 mei 1997.

³ Artikel 19/1, § 1, eerste lid, van de wet van 5 mei 1997. Bij artikel 19/1, § 2, van de wet van 5 mei 1997 wordt de Koning ermee belast dat voorafgaand onderzoek te regelen bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad. Tot op heden is nog geen besluit met een dergelijk onderwerp in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

⁴ Artikel 19/1, § 1, tweede lid, van de wet van 5 mei 1997.

2° wanneer uit het voorafgaand onderzoek blijkt dat een effectbeoordeling vereist is, dient de voormelde beoordeling te worden uitgevoerd⁵.

3° de naleving van de aldus voorgeschreven procedure is een voorwaarde, naargelang het geval, voor het indienen van een wetsontwerp bij de Wetgevende Kamers, voor het uitvaardigen van een koninklijk besluit of voor het goedkeuren van een voorstel van beslissing door de Ministerraad⁶.

In casu kan uit geen enkel stuk dat aan de Raad van State overgezonden is, opgemaakt worden of de hierboven beschreven procedure gevolgd is, meer in het bijzonder of vooraf onderzocht is of het noodzakelijk is een effectbeoordeling uit te voeren.

De steller van het ontwerp moet er derhalve voor zorgen dat dat vormvereiste naar behoren vervuld is.

Indien het voornoemde voorafgaand onderzoek leidt tot de conclusie dat *in casu* geen effectbeoordeling vereist is, moet de aanhef van het ontwerp worden aangevuld met een lid dat luidt als volgt:

“Gelet op het voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling uit te voeren, waarin besloten wordt dat een effectbeoordeling niet vereist is”.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. De wet van 4 april 1980 ‘betreffende overdracht van bevoegdheden voor de uitvoering van de richtlijnen van de Raad van de Europese Gemeenschappen, betreffende de geneeskunst, de verpleegkunde, de paramedische beroepen en de diergeneeskunde’ vormt de enige rechtsgrond van het ontwerp. Naar deze wet dient dan ook verwezen te worden in het eerste lid⁷.

2. De regeling die gewijzigd wordt, is het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 ‘betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen’. Dat besluit

⁵ Artikel 19/2 van de wet van 5 mei 1997. Bij deze bepaling wordt de Koning ermee belast de effectbeoordeling te regelen bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad. Tot op heden is geen besluit met een dergelijk onderwerp in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

⁶ Artikel 19/3 van de wet van 5 mei 1997.

⁷ Zie *Beginnelsen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 19, b).

dient dan ook te worden vermeld in het tweede lid.⁸ Het is niet aan te bevelen om bij het verwijzen naar dat besluit de wijzigingen te vermelden die daarin vroeger aangebracht zijn⁹.

Deze passage dient dan ook als volgt te worden gesteld:

“Gelet op het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen;

(...);”

3. Bovendien bestaat er geen grond om in de aanhef van de tekst aan een Europese richtlijn te refereren. Het ontworpen besluit vindt immers rechtsgrond in internrechtelijke regelgeving – *in casu* de wet van 4 april 1980 - en niet in internationaalrechtelijke of Europeesrechtelijke regelgeving¹⁰.

4. De wet van 12 februari 2008 ‘tot instelling van een nieuw algemeen kader voor de erkenning van EG-beroepskwalificaties’ levert geen rechtsgrond op voor het ontwerp. Die wet wordt bij het ontwerp evenmin gewijzigd. Niettemin maakt die wet deel uit van het juridisch kader waarin het ontwerp tot stand komt.

Krachtens artikel 4, §§ 2 tot 4, van de wet van 12 februari 2008 kan die wet immers toegepast worden op gereguleerde beroepen zoals die welke bedoeld worden in het koninklijk besluit nr. 78. Die bepaling luidt evenwel als volgt:

“(…)

§ 2. Deze wet is van toepassing op de gereguleerde beroepen die niet het voorwerp uitmaken van een verticale omzetting van de richtlijn.

§ 3. Deze wet is niet van toepassing op de zeven zogenaamde sectorale beroepen, namelijk de beroepen van arts, verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger, tandarts, dierenarts, vroedvrouw, apotheker en architect, behalve indien de omzettingsbepalingen betreffende deze beroepen uitdrukkelijk verwijzen naar de bepalingen van deze wet.

§ 4. Indien voor een bepaald gereguleerd beroep in een afzonderlijk communautair rechtsinstrument een andere specifieke regeling die in rechtstreeks verband staat met de erkenning van beroepskwalificaties, is vastgesteld, zijn de overeenkomstige bepalingen van deze wet niet van toepassing.”

⁸ *Ibid.*, aanbeveling 29.

⁹ *Ibid.*, aanbeveling 30.

¹⁰ *Ibid.*, aanbevelingen 24 en 94.1. Zie bijvoorbeeld advies 46.312/1, uitgebracht op 15 april 2009 over een ontwerpbesluit dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 12 juli 2009 ‘betreffende de arbeidsduur van het personeel tewerkgesteld in sommige ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Comité voor het bouwbedrijf (PC 124)’.

Om beter aan te geven hoe het koninklijk besluit nr. 78 en de wet van 12 februari 2008, waarnaar verwezen wordt, zich tot elkaar verhouden, zou het bijgevolg beter zijn om de verwijzing naar die wet in de aanhef als volgt te stellen¹¹:

“Overwegende de wet van 12 februari 2008 tot instelling van een nieuw algemeen kader voor de erkenning van EG-beroepskwalificaties, artikel 4, §§ 2 tot 4;”

DISPOSITIEF

Artikel 1

Het ontworpen artikel strekt tot vervanging van het huidige opschrift van hoofdstuk IV^{bis} van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 ‘betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen’. Het nieuwe opschrift is evenwel identiek aan het huidige opschrift, afgezien van het feit dat het woord “regelgeving” vervangen zou worden door het woord “reglementering”¹².

Toen de gemachtigde van de minister daarover om uitleg is gevraagd heeft hij ermee ingestemd dat artikel te schrappen, aangezien het woord “kwalificatie” in het opschrift voorkomt.

Het artikel dient te worden geschrapt.

¹¹ *Ibid.*, aanbeveling 40.

¹² Zie *Belgisch Staatsblad* van 25 april 2008, blz. 22490.

Artikel 3 (dat artikel 2 wordt)

(ontworpen artikel 44ter)

Behalve bij het opmaken van een coördinatie of een codificatie verdient het uit wetgevingstechnisch oogpunt geen aanbeveling om artikelen of andere indelingen van het dispositief te vernummen¹³. Door een dergelijke handelswijze kan immers onzekerheid worden geschapen op het vlak van de eventuele verwijzingen naar de aldus vernummerde onderdelen van het betrokken artikel in andere bepalingen of teksten¹⁴.

Naar aanleiding van een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de minister bevestigd dat de nieuwe nummering niet aan een welbepaalde logica beantwoordt en heeft hij ermee ingestemd dat de vervanging van het huidige artikel met behoud van de bestaande nummering kan geschieden.

Bovendien heeft de Raad van State in verband met de definitie van de term “migrant” (gedefinieerd in punt 1° van het ontwerp) in advies 43.754/3, uitgebracht op 27 november 2007¹⁵, het volgende geoordeeld:

“In het ontworpen artikel 44bis, 5°, wordt de term ‘migrant’ gedefinieerd. Daarmee wordt een onderdaan van een lidstaat bedoeld, alsook bepaalde personen uit derde landen.

De term ‘migrant’ is in de context van de omzetting van richtlijn 2005/36/EG evenwel misleidend, aangezien de term in het ontwerp niet alleen wordt gebruikt voor beroepsbeoefenaars die zich in België wensen te vestigen, maar ook voor beroepsbeoefenaars, gevestigd in een andere lidstaat, die tijdelijk en incidenteel hun beroep in België komen uitoefenen in het kader van de vrije dienstverrichting. Die tweede hypothese kan bezwaarlijk worden aangeduid met de term ‘migrant’. In richtlijn 2005/36/EG wordt voor deze tweede hypothese de term ‘dienstverrichter’ gebruikt (zie bijvoorbeeld artikel 7 van de richtlijn) en voor de eerste hypothese de term ‘migrant’ (artikel 10 van de richtlijn) of ‘aanvrager’ (artikel 51) of nog, ‘begunstigde’ (artikel 53).

Er zou dus alleszins een afzonderlijke term moeten worden gebruikt voor de hypothese van tijdelijke en incidentele dienstverrichting, bij voorkeur de term ‘dienstverrichter’, zodat er een duidelijk terminologisch onderscheid bestaat tussen de twee hypothesen. In de gemeenschappelijke bepalingen van het ontwerp (ontworpen

¹³ Zie *Beginnelsen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 125.

¹⁴ Zie advies 25.301/1, uitgebracht op 7 november 1996 over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 17 juli 1997 ‘tot wijziging van de wet van 20 juli 1990 ter bevordering van de evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen in organen met adviserende bevoegdheid’ (*Parl.St.* Kamer 1996-97, nr. 860/1, 7, opmerking over artikel 2).

¹⁵ Advies 43.754/3, uitgebracht op 27 november 2007 over een ontwerpbesluit dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 27 maart 2008 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen’.

artikelen 44*quinqüesdecies* en volgende) kunnen dan de twee termen, dienstverrichter en migrant, worden vermeld.”

De nieuwe bepaling geeft aanleiding tot dezelfde opmerking¹⁶.

In de Franse tekst van de bepaling onder 6° dient overeenkomstig de Nederlandse tekst het woord “*éléments*” te worden ingevoegd tussen de woorden “*deux ou trois*” en het woord “*précédents*”.

Het huidige artikel 44*ter*, 13°, wordt in het ontwerp niet overgenomen. De thans geldende bepaling bevat evenwel een definitie van het begrip “aanpassingsstage” waarin de definitie overgenomen is die daarvan gegeven is in richtlijn 2005/36/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 september 2005 ‘betreffende de erkenning van beroepskwalificaties’ (artikel 3.1.g)¹⁷.

Door het weglaten van die bepaling wordt dat punt van de richtlijn niet meer omgezet, wat in tegenspraak lijkt te zijn met de bedoeling zelf van het ontwerp.

De ontworpen tekst dient in het licht van deze opmerking te worden herzien.

¹⁶ Zie inzonderheid het ontworpen artikel 44*ter*, 5°, (artikel 3 van het ontwerp), waarin immers alleen het begrip “migrant” voorkomt.

¹⁷ Bij artikel 5 van het ontwerp (ontworpen artikel 44*quater*, § 5) worden de artikelen 14 en 15 van richtlijn 2005/36 omgezet, die betrekking hebben op de voorwaarden waarop een aanpassingsstage georganiseerd kan worden.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	P. LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
	S. BODART,	
Mevrouw	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de Heer X. DELGRANGE,
eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder
toezicht van de Heer P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

A.-C. VAN GEERSDAELE

P. LIÉNARDY